

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Waalse Parlement 1660 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/008747]

4 JUILLET 2024. — Arrêté 2024/482 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le... ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le... ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du... ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du... ;

Vu le protocole n° 2024/ du du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE II — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 2. A l'article 55 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er} les concours d'accèsion au niveau supérieur sont organisés par le fonctionnaire dirigeant selon les modalités fixées par le Collège ».

2^o Le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 61, alinéa 2 du même arrêté, les mots « Secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « Fonctionnaire dirigeant ».

CHAPITRE III — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 4. L'annexe I de l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2018 est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

CHAPITRE IV — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 5. Dans l'article 4, § 3, alinéa 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, la phrase « le niveau 1 comprend 5 rangs numérotés comme suit : 10, 11, 13, 15 et 16 » est remplacée par la phrase « le niveau 1 comprend 6 rangs numérotés comme suit : 10, 11, 12, 13, 15 et 16 ».

Art. 6. Dans l'article 6, alinéa 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 1^{er} mars 2012 et 2 mars 2023, les mots « de rang 13 » sont remplacés par les mots « de rangs 12 et 13. ».

Art. 7. L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art.12. Sous réserve de l'application de l'article 6, alinéa 3, le grade de conseiller (rang 12) et le grade de conseiller-chef de service (rang 13) sont conférés selon les règles de la promotion par avancement de grade. ».

Art. 8. L'article 13, § 2, 3e alinéa, du même arrêté est complété par un 4^o rédigé comme suit : « 4^o l'évaluation chiffrée des compétences génériques requises pour l'exercice de la fonction considérée. Cette évaluation a une durée de validité de deux ans à partir de la date de clôture du procès-verbal d'entretien ».

Art. 9. Dans l'article 20, 2^o, 2e alinéa du même arrêté les mots « Secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « Fonctionnaire dirigeant ».

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 31/1 rédigé comme suit : « Art.31/1. Peuvent être promus par avancement de grade au grade de conseiller (rang 12), les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 11. ».

Art. 11. L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 15 novembre 2012 est remplacé par ce qui suit : « Art.32§ 1^{er}. Peuvent être promus par avancement de grade au grade de conseiller-chef de service (rang 13), les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 11 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et au moins 6 ans d'ancienneté de niveau.

§ 2. Peuvent également être promus par avancement de grade au grade de conseiller-chef de service (rang 13), les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 12 qui comptent au moins 6 ans d'ancienneté de niveau.

§ 3. Peuvent également être promus par avancement de grade, au grade de conseiller-chef de service (rang 13), les fonctionnaires de rôle français de l'Etat fédéral, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Commission communautaire commune ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent et ceux des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Commission communautaire française, qui sont titulaires depuis un an au moins, selon les dispositions du statut qui leur est applicable, d'un grade donnant accès dans leur statut au grade équivalent à celui de conseiller-chef de service dans les services du Collège de la Commission communautaire française et qui comptent au moins 6 ans d'ancienneté de niveau.

Le Collège détermine l'équivalence des grades visée à l'alinéa précédent.

§ 4. Peuvent également être nommés au grade de conseiller-chef de service (rang 13), les fonctionnaires de rôle français de l'Etat fédéral, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Commission communautaire commune ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent et ceux des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Commission communautaire française, qui sont titulaires, selon les dispositions du statut qui leur est applicable, d'un grade équivalent à celui de conseiller-chef de service dans les services du Collège de la Commission communautaire française et qui comptent au moins 6 ans d'ancienneté de niveau¹.

Le Collège détermine l'équivalence des grades visée à l'alinéa précédent.

§ 5. Les fonctionnaires promus ou nommés en vertu des §§ 3 ou 4 conservent les anciennetés de niveau et de service acquises dans leur administration d'origine. ».

Art. 12. Dans le chapitre III « Règles générales en matière de carrière » du même arrêté, la section 2 « Régime transitoire » comprenant les articles 36 à 65/1 est abrogée.

Art. 13. L'annexe II du même arrêté, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 21 septembre 2017, 17 janvier 2019 et 2 mai 2019, est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 14. Dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit : « Art.5/1. L'échelle de traitement 12/3 est liée au grade de conseiller (rang 12).

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'échelle de traitement 12/4 est octroyée au fonctionnaire revêtu du grade de médecin principal, d'ingénieur principal ou de chargé de recherches principal (rang 11), promu par avancement de grade au grade de conseiller (rang 12).

Par dérogation au premier alinéa, l'échelle de traitement 12/5 est octroyée au fonctionnaire revêtu du grade de médecin spécialiste principal (rang 11), promu par avancement de grade au grade de conseiller (rang 12) ».

Art. 15. Dans le même arrêté, le chapitre III « Dispositions transitoires » comprenant les articles 23 à 42 est abrogé.

Art. 16. L'annexe I du même arrêté est abrogée.

Art. 17. Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2024.

Par le Collège,

Présidente du Collège chargée de la fonction publique,
B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/008747]

4 JULI 2024. — Besluit 2024/482 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 79, § 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op...;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met Begroting, gegeven op...;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van ...;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van...;

Gelet op het protocol nr. 2024/ van van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordacht van het collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 2. In artikel 55 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt: “§ 1 De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd door de leidend ambtenaar volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 61, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Vaste Wervingssecretaris” vervangen door de woorden “leidend ambtenaar”.

HOOFDSTUK III — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 4. Bijlage I van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2018, wordt vervangen door bijlage I van dit besluit.

HOOFDSTUK IV — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 5. In artikel 4, § 3, tweede lid, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, wordt de zin “Het niveau 1 bevat 5 rangen, genummerd als volgt : 10, 11, 13, 15 en 16” vervangen door de zin “Het niveau 1 bevat 6 rangen, genummerd als volgt: 10, 11, 12, 13, 15 en 16”.

Art. 6. In artikel 6, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 en 2 maart 2023, worden de woorden “van rang 13” vervangen door de woorden “van rang 12 en 13”.

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt: “Art. 12. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 6, derde lid, worden de graden van adviseur (rang 12) en adviseur-hoofd van dienst (rang 13) begeven volgens de regels van de bevordering door verhoging in graad.”.

Art. 8. Artikel 3, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4°, dat luidt als volgt: “4° de becijferde evaluatie van de generieke vaardigheden die nodig zijn voor de uitoefening van de functie in kwestie. Deze evaluatie is twee jaar geldig vanaf de datum van afsluiting van het proces-verbaal van het gesprek.”.

Art. 9. In artikel 20, 2°, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Vaste Wervingssecretaris” vervangen door de woorden “leidend ambtenaar”.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 31/1 ingevoegd, dat luidt als volgt: “Art. 31/1. De ambtenaren met een graad van rang 11 kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur (rang 12).”.

Art. 11. Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 november 2012, wordt vervangen door wat volgt: “Art. 32 § 1. De ambtenaren met een graad van rang 11 die minstens één jaar graadanciënniteit en minstens 6 jaar niveau-anciënniteit tellen, kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur-hoofd van dienst (rang 13).

§ 2. De ambtenaren met een graad van rang 12 die minstens 6 jaar niveau-anciënniteit tellen, kunnen eveneens worden bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur-hoofd van dienst (rang 13).

§ 3. De ambtenaren van de Franse taalrol van de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en die van de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie, die volgens de bepalingen van het statuut waaronder ze vallen al minstens één jaar een graad hebben die toegang verleent tot de equivalente graad van adviseur-hoofd van dienst in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en die minstens 6 jaar niveau-anciënniteit tellen, kunnen eveneens worden bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur-hoofd van dienst (rang 13).

Het College bepaalt de equivalentie van de graden zoals bedoeld in het vorige lid.

§ 4. De ambtenaren van de Franse taalrol van de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en die van de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie, die volgens de bepalingen van het statuut waaronder ze vallen een graad hebben die toegang verleent tot de equivalente graad van adviseur-hoofd van dienst in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en die minstens 6 jaar niveau-anciënniteit tellen, kunnen eveneens worden benoemd tot de graad van adviseur-hoofd van dienst (rang 13)¹.

Het College bepaalt de equivalentie van de graden zoals bedoeld in het vorige lid.

§ 5. De ambtenaren die krachtens §§ 3 of 4 zijn bevorderd of benoemd behouden de niveau- en dienstanciënniteit die ze hebben verworven in hun oorspronkelijk bestuur.”.

Art. 12. In hoofdstuk III “Algemene regels inzake de loopbaan” van hetzelfde besluit wordt afdeling 2 “Overgangsregeling”, die de artikelen 36 tot en met 65/1 bevat, opgeheven.

Art. 13. Bijlage II van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, 17 januari 2019 en 2 mei 2019, wordt vervangen door bijlage II van dit besluit.

HOOFDSTUK V — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 14. In het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, dat luidt als volgt: “Art. 5/1. Weddeschaal 12/3 is gekoppeld aan de graad van adviseur (rang 12).

In afwijking van het vorige lid wordt weddeschaal 12/4 toegekend aan de ambtenaar die de graad heeft van eerstaanwendend geneesheer, eerstaanwendend ingenieur of eerstaanwendend vorser (rang 11) en die door verhoging in graad wordt bevorderd tot de graad van adviseur (rang 12).

In afwijking van het eerste lid wordt weddeschaal 12/5 toegekend aan de ambtenaar die de graad heeft van eerstaanwendend geneesheer-specialist (rang 11) en die door verhoging in graad wordt bevorderd tot de graad van adviseur (rang 12).”.

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk III “Overgangsbepalingen”, dat de artikelen 23 tot en met 42 bevat, opgeheven.

Art. 16. Bijlage I van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Het collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan in Brussel, op 4 juli 2024.

Namens het College,

Voorzitster van het College belast met Openbaar Ambt,
B. TRACHTE